

Budget du Québec 2025-2026

Résumé des principales mesures et hypothèses

LE BUDGET EN QUELQUES LIGNES

Le budget 2025-2026 s'inscrit dans un contexte de forte incertitude économique en raison des politiques commerciales adoptées par l'administration Trump.

- Le gouvernement prévoit un déficit de 13,6 milliards de dollars pour l'exercice financier 2025-2026, un montant supérieur aux projections établies à l'automne dernier
- Malgré le contexte difficile, le gouvernement annonce de nouvelles initiatives à hauteur de 2,6 G\$ pour 2025-2026, notamment pour aider les entreprises à naviguer dans le contexte économique actuel
- **Le Plan québécois des infrastructures (PQI) 2025-2035 est de nouveau rehaussé, de 11 G\$ (+7,2 %). Le PQI atteint maintenant 164 G\$**

Par ailleurs, en vertu de la Loi sur l'équilibre budgétaire, le gouvernement présente son plan de retour à l'équilibre budgétaire pour 2029-2030. Ce plan mise sur un rééquilibrage des dépenses et des revenus en pourcentage du PIB, mais des économies de 6,0 G\$ restent toutefois à être déterminées pour atteindre l'équilibre budgétaire.

↑ 1,1 %
Croissance
du PIB réel

↑ 0,7 %
Variation des
revenus

↑ 1,5 %
Variation des
dépenses

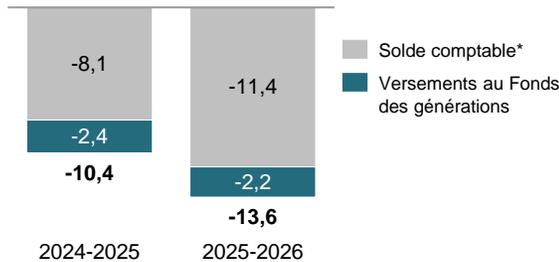


ASSOCIATION
DES FIRMES DE
GÉNIE-CONSEIL
QUÉBEC

UN DÉFICIT RECORD POUR UNE 2^e ANNÉE CONSÉCUTIVE

Le solde budgétaire du Québec devrait se détériorer en 2025-2026, alors que le contexte économique exerce des pressions sur les finances publiques du Québec. Le MFQ prévoit ainsi que le déficit budgétaire, soit après le versement au Fond des générations, bondira à 13,6 G\$ (2,2 % du PIB), un nouveau record.

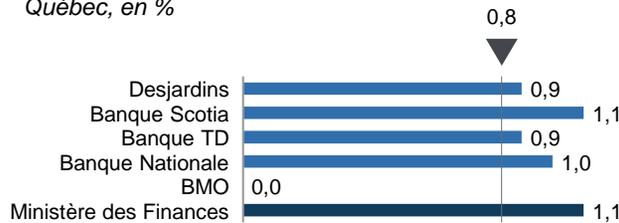
Solde budgétaire du gouvernement du Québec Québec, en G\$



UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE REVUE À LA BAISSÉ SUR FOND DE GUERRE COMMERCIALE

En 2025, le MFQ prévoit une croissance de 1,1 % du PIB réel au Québec, soit 0,5 point de pourcentage de moins que prévu à l'automne dernier. Cette prévision repose sur l'hypothèse que les tarifs douaniers mis en place par les États-Unis seront d'en moyenne 10 %, et qu'ils demeureront en place pendant deux ans.

Prévisions de croissance du PIB réel en 2025 Québec, en %



UN PLAN DE RETOUR À L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE EMPREINT D'INCERTITUDE

Le budget 2025-2026 présente le plan de retour à l'équilibre budgétaire, lequel devrait être au plus tard en 2029-2030 après versements au Fonds des générations. Des gestes supplémentaires devront toutefois être posés, alors que la trajectoire du retour à l'équilibre budgétaire inclut un écart à combler de 6,0 G\$. Ainsi, une grande incertitude demeure sur la façon dont le gouvernement y arrivera.

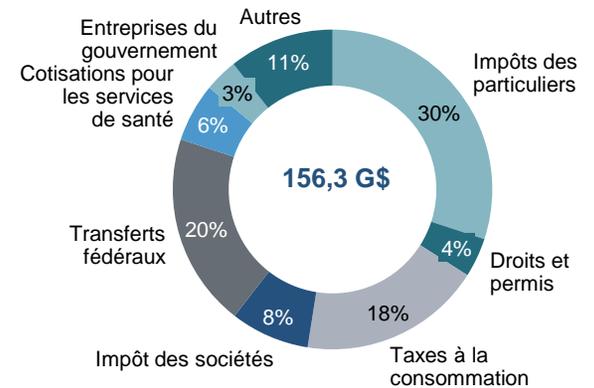
* Le solde budgétaire inclut les provisions pour éventualité.
Note: Les sommes peuvent ne pas arriver en raison d'arrondis.

GRANDS CONSTATS

La croissance des revenus du gouvernement ralentira fortement, en hausse de seulement 0,7 % (+6,6 % en 2024-2025). Les revenus autonomes progresseront de 1,1 %, tandis que les transferts fédéraux (-0,1 %) et les revenus des entreprises du gouvernement (-2,6 %) diminueront. Pour sa part, la croissance des dépenses s'élèvera à 1,5 %, soutenue par les dépenses de portefeuilles (+1,8 %).

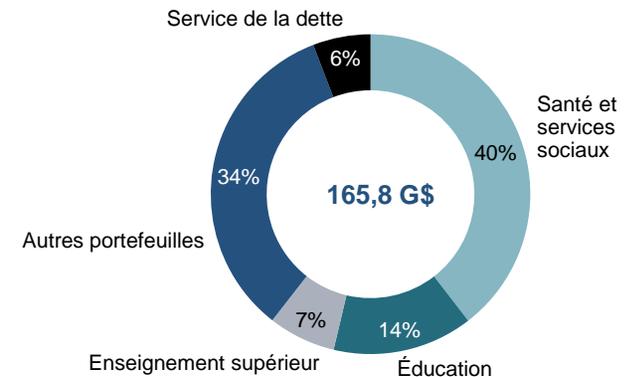
RÉPARTITION DES REVENUS CONSOLIDÉS

Québec, 2025-2026, en % et en G\$



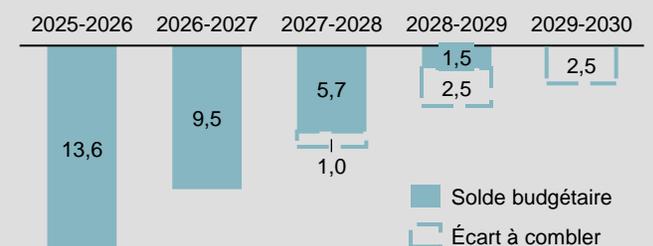
RÉPARTITION DES DÉPENSES CONSOLIDÉES

Québec, 2025-2026, en % et en G\$



Plan de retour à l'équilibre budgétaire

Québec, en G\$



Budget du Québec 2025-2026

Le Plan québécois des infrastructures

FAITS SAILLANTS DU PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES (PQI)

Le PQI 2025-2035 prévoit des investissements records, totalisant 164,0 G\$ sur 10 ans, en hausse de 11,0 G\$ par rapport au PQI précédent.

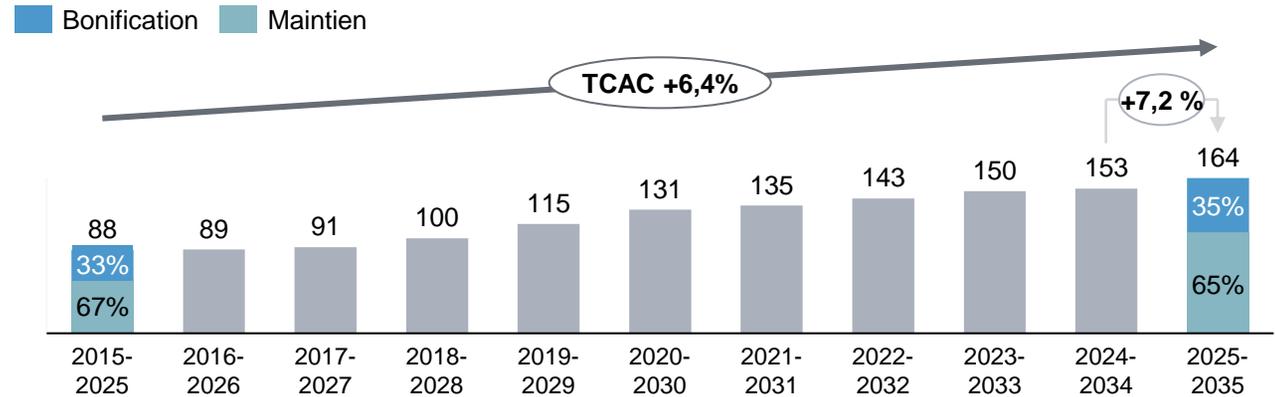
Cette croissance de l'ordre de 7,2 % s'inscrit dans un contexte d'incertitude économique, et témoigne de la volonté du gouvernement de stimuler l'économie et d'améliorer la qualité des services publics

- On note que près des deux tiers des investissements (65 %) sont dédiés au maintien des actifs existants, soit 96,7 G\$ sur dix ans afin d'assurer la pérennité des infrastructures
- Les secteurs majeurs incluent le réseau de transport routier (35,9 G\$) et collectif (14,5 G\$), la santé (26,1 G\$) et l'éducation (24,8) et l'enseignement supérieur (9,9 G\$).

Le gouvernement met également en place une **Stratégie québécoise en infrastructures publiques** visant à accélérer la réalisation des projets, réduire les coûts et moderniser les méthodes de gestion, ce qui aura des effets structurants sur l'industrie de la construction et du génie-conseil.

Évolution des investissements prévus aux PQI et répartition selon le type d'investissement

Québec, 2015 à 2035, en G\$ et en %



UNE NOUVELLE APPROCHE POUR PLUS D'AGILITÉ AU RÉSEAU ROUTIER

Représentant la part la plus importante des investissements du PQI 2025-2035 avec 35,9 G\$, le réseau routier fait l'objet d'une **nouvelle approche stratégique** visant plus d'agilité et d'efficacité

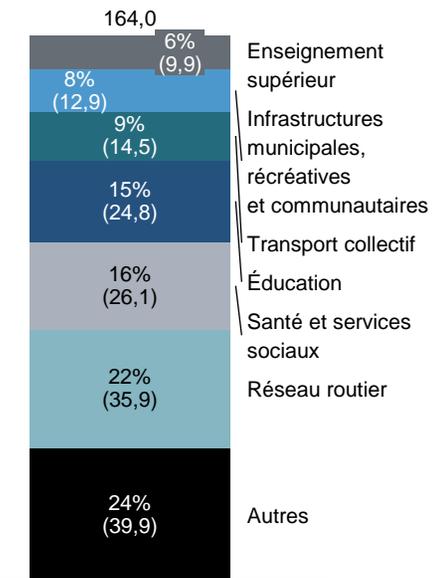
- Le gouvernement compte revoir certains projets pour en faire une série d'interventions qui seront réalisées par le biais de la programmation territoriale du ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD). Ces plans d'intervention demeurent à être définis en fonction de chacun des problèmes à solutionner et seront élaborés et réalisés selon un séquençement.

Il est anticipé que cette approche aura des effets positifs sur le marché de la construction et du génie-conseil

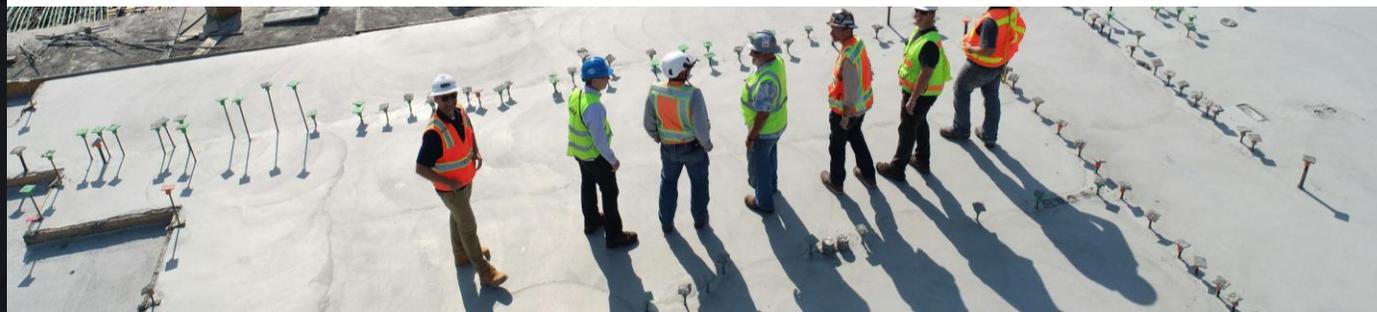
- Plutôt que de causer une surchauffe du marché en raison d'un nombre restreint d'entreprises ayant la capacité et l'expertise de réaliser des projets de grande envergure, recadrer les projets par le biais des plans d'intervention permettant de diminuer le nombre de projets majeurs devrait ramener une certaine stabilité sur le marché
- En parallèle, les plans d'intervention permettront l'ouverture d'un marché territorialisé à des entreprises plus modestes, mais détenant l'expertise pour mener les projets.

Composition du PQI 2025-2035

Québec, 2025 à 2035, en G\$ et en %



2025-2035



ASSOCIATION
DES FIRMES DE
GÉNIE-CONSEIL
QUÉBEC

Budget du Québec 2025-2026

Projets additionnels majeurs

PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS ADDITIONNELS PAR RAPPORT AU PQI PRÉCÉDENT

EN SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

4,6 G\$ additionnels pour construire, agrandir et réaménager les hôpitaux, les CHSLD et les MDAA

- 2,9 G\$ pour des projets majeurs de construction, d'agrandissement et de réaménagement d'hôpitaux
- 1,0 G\$ pour la construction de MDAA et la reconstruction de CHSLD selon le concept de MDAA

EN ÉDUCATION

3,8 G\$ additionnels pour l'ajout d'espace et la réfection des écoles

- Québec alloue 2,4 G\$ pour la bonification du parc, et 1,4 G\$ pour des projets de maintien du parc

EN ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

920 M\$ additionnels pour le réseau collégial, universitaire et pour l'ITHQ

- Le PQI prévoit 521 M\$ pour le réseau collégial, 319 M\$ pour le réseau universitaire et 78 M\$ pour l'ITHQ

EN TRANSPORT

3,4 G\$ consacrés au maintien en bon état du réseau routier ainsi qu'à son développement

- Ces investissements additionnels portent les investissements totaux dans le réseau routier à 35,9 G\$ sur la période, dont 84,5 % sont destinés au maintien du parc

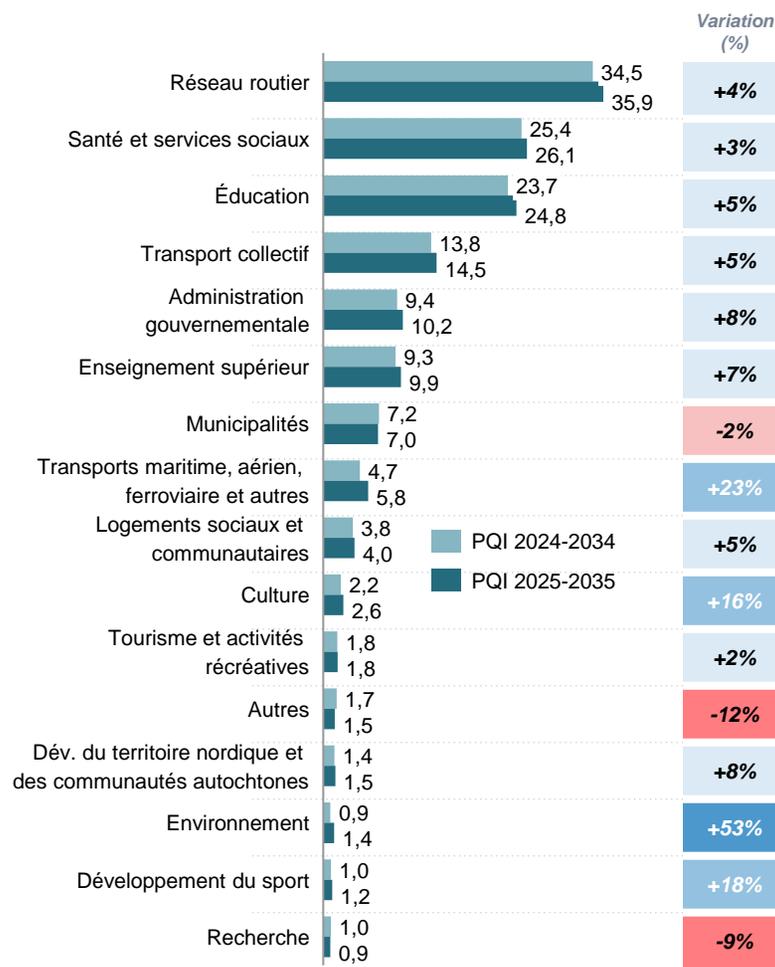
ÉVOLUTION DES PRINCIPAUX SECTEURS

Le PQI 2025-2035 traduit une volonté de modernisation des infrastructures publiques, avec des hausses ciblées dans plusieurs secteurs clés:

- Le réseau routier (35,9 G\$; +4 %) et le transport collectif (14,5 G\$; +5 %) demeurent des priorités stratégiques
- La santé (26,1 G\$; +3 %) et l'éducation (24,8 G\$; +5 %) bénéficient d'investissements accrus pour répondre aux besoins croissants
- Les secteurs de l'environnement (+53 %), du développement du sport (+18 %) et des transports maritime, aérien et ferroviaire (+23 %) enregistrent des hausses marquées
- En revanche, les investissements diminuent au niveau des municipalités (-2 %), et de la recherche (-9 %).

L'évolution des secteurs traduit les priorités du gouvernement en matière d'infrastructures, tout en demeurant des prévisions qui pourront être ajustées à la hausse ou à la baisse selon l'évolution du contexte économique et des besoins réels.

Investissements en infrastructures, selon le secteur Québec, 2024-2034 et 2025-2035, en G\$



ASSOCIATION
DES FIRMES DE
GÉNIE-CONSEIL
QUÉBEC



Budget du Québec 2025-2026

Mesures budgétaires à fort impact potentiel pour l'industrie du génie-conseil

Le budget 2025-2026 du Québec contient des mesures qui pourraient avoir un impact sur l'industrie du génie-conseil, au-delà des investissements en infrastructures. Voici cinq mesures susceptibles **d'influencer les firmes de génie-conseil**, en fonction de leur positionnement et de leurs champs d'expertise.

CRÉDIT D'IMPÔT POUR LA RECHERCHE, L'INNOVATION ET LA COMMERCIALISATION (CRIC)

272 M\$ additionnel sur cinq ans

- Le gouvernement met en place un nouveau crédit d'impôt qui remplace plusieurs incitatifs existants, visant à simplifier les démarches administratives et à encourager l'investissement en recherche, innovation et précommercialisation.
- Cet allègement fiscal pourrait bénéficier aux firmes de génie-conseil impliquées dans des projets d'innovation technologique ou de développement de nouveaux procédés, en réduisant leurs coûts et en stimulant la demande pour leurs services d'ingénierie avancée.

APPUI À LA RÉALISATION DE PROJETS D'ENTREPRISES

900 M\$ sur trois ans

- Le gouvernement prévoit un financement important pour soutenir la modernisation des entreprises, en favorisant l'automatisation, la robotisation et la transformation numérique. Ces projets seront appuyés par le Fonds du développement économique.
- Les firmes spécialisées en ingénierie industrielle, en optimisation des processus et en implantation de nouvelles technologies pourront accompagner ces projets, tant dans leur conception que dans leur mise en œuvre.

VALORISATION DES MINÉRAUX CRITIQUES ET STRATÉGIQUES

107 M\$ sur cinq ans

- Un nouveau plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques (MCS) 2025-2030 sera déployé, visant à soutenir l'exploration, la transformation et l'intégration de ces matériaux essentiels à la transition énergétique.
- Les firmes impliquées dans l'ingénierie minière, l'environnement, la logistique et la gestion de projets industriels pourront être sollicitées pour évaluer la faisabilité des projets, optimiser les processus d'extraction et assurer la conformité environnementale.

CRÉDIT D'IMPÔT POUR LE DÉVELOPPEMENT DES AFFAIRES ÉLECTRONIQUES INTÉGRANT L'IA (CDAEIA)

- Actualisation du crédit d'impôt pour le développement des affaires électroniques (CDAE) en place depuis 2008, afin d'encourager les entreprises à intégrer l'intelligence artificielle dans leurs opérations et favoriser l'innovation dans les secteurs numériques et technologiques.
- Les firmes œuvrant dans les domaines des TIC, de l'IA et des systèmes intelligents pourraient être impliquées dans la conception et l'implantation de solutions adaptées aux besoins des entreprises admissibles à cette aide fiscale.



ASSOCIATION
DES FIRMES DE
GÉNIE-CONSEIL
QUÉBEC

